



DESENGAGEMENT ISRAELIEN DE GAZA : COURAGE POLITIQUE OU DIVERSION MEDIATIQUE

Opération courageuse, retrait historique, avancée pour la paix... Sharon serait-il subitement devenu un artisan de paix, ou bien le désengagement de Gaza n'est-il qu'un pansement, voire qu'une diversion pour faire oublier l'occupation ?

▪ **Genèse d'un désengagement**

Le décembre 2003, Ariel Sharon annonçait le désengagement des forces israéliennes des colonies de Gaza et du nord de la Cisjordanie. Devant la 4^{ème} conférence Herzlyia, qui regroupait des leaders israéliens et internationaux, le premier ministre de l'état d'Israël déclarait : *« Comme tous les citoyens israéliens, j'aspire à la paix. J'attache la plus haute importance à saisir les occasions qui peuvent rendre possibles les progrès vers une résolution du conflit avec les Palestiniens. Cependant, aux vues des défis auxquels nous faisons face, si les Palestiniens ne font pas le même effort en direction d'une résolution du conflit, je ne compte pas les attendre indéfiniment. »* Cette déclaration montre à la fois le caractère unilatéral de ce plan et confirme la politique israélienne de refus négocier avec les autorités palestiniennes.

Cette initiative intervient à un moment où M. Sharon craignait une pression internationale pour la reprise des négociations, notamment suite au Pacte de Genève¹, à l'initiative Ayalon-Nusseibeh² et à la Feuille de Route du Quartet (Organisation des Nations Unies, Etats-Unis, Union Européenne, Russie). L'idée d'un retrait de Gaza est alors apparue comme la solution pour calmer les acteurs internationaux et nationaux qui réclamaient des avancées pour la paix.



Ariel Sharon a présenté ce projet comme « la décision la plus difficile de sa carrière » pour lui qui a toujours soutenu le développement des colonies. En février 2001, il affirmait aux élèves lors d'une cérémonie dans une école à Jérusalem : *« Eretz Israël [la Palestine historique] tout entière nous appartient »*, légitimant de ce fait les colonies illégales. Il a donc voulu faire du retrait la preuve de son engagement pour la paix, en défendant cette proposition auprès de son parti opposé à ce désengagement.

Il a subi de difficiles revers au sein du Likoud qui refusait l'alliance au gouvernement avec les travaillistes, alliance nécessaire pour le vote du désengagement à la Knesset (parlement israélien). Suite au ralliement du Likoud, à l'entrée des travaillistes dans le gouvernement, Knesset a voté le 26 octobre 2004 par 65 voix contre 45 le plan de désengagement des colonies de Gaza et du nord de la Cisjordanie.

¹ Initiative non officielle de négociation entre des personnalités politiques israéliennes et les palestiniennes dans la poursuite de la Feuille de Route, mais qui n'a pas été reconnue par les autorités.

² Initiative de la société civile pour la création de deux états





entretien au quotidien Haaretz que le sens du désengagement de Gaza « est le gel du processus de paix » afin d' « empêcher la création d'un Etat palestinien ». « *Le désengagement, a-t-il ajouté, c'est en fait du formol, c'est la dose de formol nécessaire pour qu'il n'y ait pas de processus politique avec les Palestiniens.* »

En effet la bande de Gaza n'offrait aucun intérêt pour Israël : très coûteuse en moyens militaires et en pertes humaines à cause de sa situation d'extrême insécurité, ne disposant d'aucune ressource fondamentale (eau, terre fertile...), elle constituait un véritable borbier pour l'armée israélienne. Une association de mères de soldats « Shuvi » (reviens en hébreu) s'est organisée pour faire du lobbying auprès des colons de Gaza afin de persuader ceux-ci de quitter ce territoire dont le contrôle était devenu trop coûteux en vie humaine. Ce mouvement incompris dans les colonies de Gaza connaît un succès important en Israël. Il ne remet en effet nullement en cause les colonies illégales de Cisjordanie.



Avec le redéploiement des forces en Cisjordanie, le gouvernement va pouvoir impulser une nouvelle vague de colonisation. De nouvelles constructions sont d'ailleurs prévues dans les colonies de Ma'ale Adummim et dans la vallée du Jourdain. « *L'État d'Israël poursuivra la construction de la clôture de sécurité, conformément aux décisions gouvernementales en la matière. Le tracé prendra en compte les considérations humanitaires.* »

L'évocation de la construction du mur dans le texte de désengagement réaffirme que celui-ci fait partie intégrante du renforcement des implantations de Cisjordanie puisqu'il pérennise ces colonies illégales. L'évocation de considérations humanitaires dans le tracé du mur semble être un outil de rhétorique puisque, à la fois dans les zones où le mur est achevé et dans celles où il demeure en construction, les droits humains (accès aux soins, à l'éducation, à l'eau...) n'ont pas été respectés.

Le désengagement de Gaza n'est donc qu'une diversion censée détourner le regard de la communauté internationale. Gaza restera une prison pour le peuple palestinien puisque ses frontières seront contrôlées par Israël et qu'elle restera coupée de la Cisjordanie. La poursuite de la colonisation de Cisjordanie, contraire à toutes les résolutions de l'ONU et à la Feuille de Route, pérennisera l'émiettement des territoires palestiniens en bantoustans ingouvernables, rendant la perspective d'un état palestinien viable utopique.

▪ Quel avenir pour Gaza ?

Une fois les colons partis de Gush Katif et des autres colonies de la bande de Gaza, qu'advientra-t-il des territoires palestiniens ? La coordination entre les autorités israéliennes et palestiniennes pour la préparation du transfert des infrastructures et des terres tarde à se mettre en place. Le plan de désengagement prévoit que « *Les habitations et les sites sensibles, y compris synagogues, ne seront pas maintenu. L'État d'Israël aspire à transférer les autres installations, notamment industrielles, commerciales et agricoles, à une autorité internationale tiers qui les mettra à disposition de la population palestinienne non impliquée dans le terrorisme.* »



